

Déclaration commune de MM. Jacques Chirac, président de la République, Luiz Inacio Lula Da Silva, président du Brésil, Ricardo Lagos Escobar, président du Chili et Kofi Annan, secrétaire général de l'ONU, sur la coopération internationale dans la lutte contre la pauvreté et la faim dans le monde, Genève le 30 janvier 2004.

A l'initiative du Président Luiz Inácio Lula da Silva, Nous, Jacques Chirac, Président de la République française, Luiz Inácio Lula da Silva, Président de la République fédérative du Brésil, Ricardo Lagos, Président de la République du Chili et Kofi Annan, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, nous sommes réunis ce jour, 30 janvier 2004, à Genève, pour un échange de vues sur les questions sociales et économiques mondiales, et notamment sur la question de l'éradication de la pauvreté et de la faim.

2. Nous avons souligné la nécessité d'un multilatéralisme effectif et, à cet égard, avons réaffirmé le rôle central des Nations Unies et avons réitéré notre soutien au processus de réforme engagé par le Secrétaire général.

3. Nous avons exprimé notre vive inquiétude face aux tragédies humaines provoquées par la faim et la pauvreté dans le monde. Nous avons rappelé qu'un milliard 100 millions de personnes luttent pour survivre avec moins d'un dollar par jour et qu'environ 840 millions de personnes souffrent de la faim et que, selon les estimations, 24 000 personnes meurent chaque jour 11 enfants de moins de cinq ans chaque minute des suites de la faim. Nous avons mis en relief les liens négatifs existant entre la faim et la pauvreté, la santé, l'éducation et le développement. La faim est propice à la propagation de la maladie, limite les facultés d'apprentissage des enfants, réduit les capacités de travail et désorganise les sociétés. Nous avons mis l'accent sur l'effet multiplicateur de la propagation du VIH/SIDA sur la faim et la pauvreté, en particulier en Afrique.

4. Nous avons exprimé notre ferme détermination à travailler ensemble afin de promouvoir une coopération internationale accrue et d'accroître la disponibilité des ressources pour faire face aux défis socio-économiques urgents, en particulier celui de la faim et de la pauvreté. Nous avons également marqué notre soutien aux travaux entrepris sous les auspices de la FAO/OAA sur le droit à une nourriture adéquate.

5. Nous avons souligné que les buts et objectifs quantifiables et assortis d'échéances, convenus lors du Sommet du Millénaire, et en particulier l'objectif de réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées d'ici à 2015, demeurent l'axe de la lutte contre la faim et la pauvreté. La mise en œuvre des Objectifs de développement pour le Millénaire (ODM) demeure inégale et lente. Un grand nombre de nations, notamment en Afrique et parmi les pays les moins avancés, ne seront pas en mesure d'atteindre ces objectifs de développement, malgré leurs efforts, à moins de recevoir des ressources extérieures et un appui substantiels.

6. Alors que les pays en développement continuent de faire des efforts importants pour réduire la pauvreté, nous avons également mis l'accent sur la relation entre développement et réduction de la pauvreté, ainsi que sur l'importance de progrès constants dans la gouvernance. Dans ce

contexte, nous avons souligné la nécessité de poursuivre les efforts déployés pour une meilleure prise en compte du fardeau de la dette, l'augmentation des flux d'APD et la réduction des incertitudes du système commercial international, dans le but de faciliter le développement.

7. Nous nous sommes accordés à penser que le " Dialogue élargi " entre le G-8 et les pays en développement constitue une initiative importante dans la recherche de solutions aux défis socio-économiques actuels, en particulier l'éradication de la faim et de la pauvreté.

8. Nous avons pris acte de l'émergence du G-20 et nous souhaitons qu'il joue un rôle positif dans la mise en place d'un système commercial multilatéral qui offre des opportunités à tous ses partenaires.

9. A la lumière de ces défis, nous avons considéré qu'il était vital de forger un partenariat réellement planétaire pour mobiliser la volonté politique et le soutien financier, impliquer les gouvernements, le système des Nations Unies et les institutions financières, réorienter les priorités et les politiques de développement et renforcer les capacités, en associant à cette initiative des acteurs de la société civile et du secteur privé.

10. Nous avons rappelé que la Conférence internationale de Monterrey sur le financement du développement et le Sommet mondial de Johannesburg sur le développement durable ont fourni des paramètres importants pour établir une coalition et assurer un soutien en vue d'un partenariat planétaire. Ces efforts appellent une mise en œuvre rapide des engagements ainsi qu'une action de la part à la fois des pays en développement et des pays développés, notamment par des partenariats avec les ONG et les entreprises privées. Nous avons également souligné que des financements adéquats doivent être apportés aux organismes des Nations Unies. Des sources innovantes de financement devraient également être explorées.

11. Fermement déterminés à établir des partenariats solides, et afin d'intensifier les efforts en cours pour la mise en œuvre des ODM :

Nous appuyons l'objectif d'une alliance mondiale contre la faim et la pauvreté, dans le cadre de laquelle les pays en développement recevront un appui continu à leurs efforts nationaux en vue d'assurer un développement soutenu, des politiques sociales efficaces et des institutions démocratiques fortes, y compris par l'allègement des dettes, l'investissement direct et autres flux de capital à long terme, l'augmentation de l'aide, ainsi qu'un commerce plus équitable

- Nous invitons les dirigeants du monde à rejoindre cette alliance, en ayant à l'esprit que, selon les termes du Secrétaire général, " un monde prisonnier de la faim, de la maladie et de la pauvreté ne peut être un monde de paix "

- Nous appelons à des contributions substantielles de la part des pays donateurs et du secteur privé aux différents fonds et initiatives pour combattre la faim et la pauvreté, parmi lesquels le FIDA, le Programme alimentaire mondial, le Fonds spécial pour la sécurité alimentaire de la FAO/OAA, le Fonds de solidarité mondiale et le fonds fiduciaire mis en place par le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud dans le cadre du PNUD (Fonds IBSA pour l'élimination de la faim et de la pauvreté)

- Nous invitons également la Banque mondiale et les autres institutions financières, y compris les banques régionales de développement, à accroître leurs programmes dans ce domaine

- Nous encourageons fermement, dans ce contexte, ces organisations et initiatives internationales à coordonner davantage leurs activités, en donnant au Secrétaire général un rôle accru de supervision et de suivi.

12. Afin de contribuer par des actions concrètes à la lutte contre la faim et la pauvreté et pour aider à combler le fossé financier qui met en péril la réalisation de l'objectif de développement pour le Millénaire consistant à réduire le nombre de personnes sous-alimentées de moitié d'ici à 2015, Nous, Jacques Chirac et Luiz Inácio Lula da Silva, décidons de mettre en place un groupe technique chargé d'étudier les différentes propositions pour :

- Promouvoir des sources innovantes de financement, telles qu'une Facilité internationale de financement, proposée par le Gouvernement britannique, ainsi que des taxes sur certaines transactions internationales comme, entre autres, certains types de ventes d'armes et certaines transactions financières. Des mécanismes pour la participation de sources de financement privées volontaires devraient également être envisagés

volontaires devraient également être envisagés.

- Examiner des mécanismes propres à orienter efficacement ces éventuelles ressources additionnelles vers un fonds spécial de lutte contre la faim et la pauvreté, sous le contrôle des institutions multilatérales appropriées. Un tel fonds devrait répondre, en priorité, aux besoins les plus urgents dans le domaine de l'éradication de la faim et de la lutte contre la pauvreté.
- Etudier les moyens par lesquels les institutions spécialisées des Nations Unies et le PNUD pourraient accompagner l'action de la FAO/OAA, du PAM et du FIDA et d'autres programmes des Nations Unies dans l'identification, la dissémination et la promotion des meilleures pratiques pour lutter contre la faim et la pauvreté.

13. Le groupe technique sera composé d'experts du Brésil, de la France et d'autres pays intéressés et préparera un rapport sur les sujets mentionnés ci-dessus d'ici à septembre 2004, en tant que contribution au travail sur les sources innovantes de financement en cours au sein des Nations Unies et d'autres instances.

14. Nous, Jacques Chirac et Luiz Inácio Lula da Silva, exprimons notre intérêt pour la poursuite du " dialogue élargi " du G-8, afin qu'une discussion sur des moyens novateurs de financer la lutte contre la faim et la pauvreté puisse avoir lieu. Nous proposons également que la question soit discutée par les Etats Membres pendant les prochaines sessions des organes directeurs du FIDA, de la FAO/OAA et du PAM, ainsi que dans le cadre de l'Assemblée générale à sa cinquante-neuvième session, et par les dirigeants mondiaux lorsqu'ils se rencontreront en 2005 pour évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre des ODM.

15. Le Secrétaire général accueille ces propositions avec satisfaction.